

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
Société DRM ESCALE AUTO  
Commune de Crépy-en-Valois**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'article L. 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- article 21-I qui dispose :  
« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. [...] » ;
- article 25-I qui dispose :  
« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] » ;
- article 33 qui dispose :  
« [...] Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 31 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.[...]  
Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. [...] » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2006 statuant sur la régularisation administrative de l'activité de récupération et de valorisation de véhicules usagés de la SARL ESCALE AUTO située à Crépy-en-Valois ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 avril 2012 modifiant le classement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de la société ESCALE AUTO située à Crépy-en-Valois (60800) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2020 portant agrément du centre VHU exploité par la société DRM-ESCALE AUTO sur le territoire de la commune de Crépy-en-Valois ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant suite à la visite d'inspection du 31 octobre 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 31 octobre 2024, l'inspection a constaté les faits suivants :
  - absence de plan de défense contre l'incendie ;
  - absence de rétention pour trois réservoirs de 1 000 l situés à l'intérieur du bâtiment ;
  - absence de mesures sur les rejets d'eaux pluviales.
2. ces constats constituent respectivement un manquement aux dispositions des articles 21-I, 25-I, et 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :
  - l'absence de plan incendie est de nature à aggraver les conséquences d'un départ de feu ;
  - l'absence de rétention est de nature à engendrer une pollution en cas de fuite des récipients ;
  - l'absence de mesures sur les rejets d'eaux pluviales ne permet pas de quantifier les rejets ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société DRM ESCALE AUTO de respecter les prescriptions et dispositions des articles 21-I, 25-I, et 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société DRM ESCALE AUTO, exploitant une installation d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicules terrestres hors d'usage, soumise à enregistrement au titre de la rubrique n° 2712 de la réglementation des installations classées, et sise route de Pierrefonds sur la commune de Crépy-en-Valois (60800), est mise en demeure de respecter, dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article suivant :

- article 25-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en mettant en place des rétentions pour ses réservoirs de 1 000 l et en en apportant la justification auprès des services de l'inspection.

## **Article 2 :**

La société DRM ESCALE AUTO, exploitant une installation d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicules terrestres hors d'usage, soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2712 de la réglementation des installations classées, et sise route de Pierrefonds sur la commune de Crépy-en-Valois (60800), est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants :

– article 21-I de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en réalisant un plan de défense contre l'incendie reprenant l'ensemble des prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2721-1. Ce plan de défense contre l'incendie et la justification de sa transmission aux services d'incendie et de secours est à transmettre aux services de l'inspection ;

– article 33 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, en faisant réaliser par un organisme agréé une campagne de mesures des eaux rejetées reprenant les données de l'article 31 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2721-1. Le rapport des mesures est à transmettre aux services de l'inspection.

## **Article 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 et à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8\_II du Code de l'environnement.

## **Article 4 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Crépy-en-Valois pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Crépy-en-Valois fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 5 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

**Article 6 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de la commune de Crépy-en-Valois, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 09 JAN. 2023

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Frédéric BOVET

**Destinataires :**

La société DRM ESCALE AUTO

Le sous-préfet de Senlis

Le maire de la commune de Crépy-en-Valois

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France